

Repenser le développement, la société civile s'engage

Atelier : de nouvelles perspectives pour les luttes sociales

Interrogation transversale à l'atelier : *quelles sont les dynamiques à l'œuvre actuellement dans les luttes sociales et sociétales ?*

Introduction

L'ASTS qui a mené cet atelier met la question du travail au centre de ses réflexions, que ce soit au niveau des modes de production ou des techniques, sujet qui n'a pas été évoqué dans les conférences inaugurales du jeudi. Or cette question est essentielle pour appréhender le développement et le monde du travail en lui-même. Par rapport aux divers constats tirés lors de l'introduction du colloque, il sera proposé ici une perspective d'action à travers les luttes sociales.

Premièrement, l'analyse portera sur la consommation et ses diverses facettes et implications dans les modes de production ainsi que sur les mobilisations sociales qu'elle peut susciter. Durant les années 1970, la consommation de masse généralisée soulève de vives critiques. C'est l'acte en lui-même qui est au centre des débats. Actuellement, la contestation a évolué, c'est l'hyperconsommation qui est mise en cause. De même, la place du consommateur a également changé. D'une attitude passive, il est devenu acteur de sa consommation, qu'il soit mû par des valeurs (mobilisation autour de la vente des données personnelles issues de *facebook*, dossier Edwige) ou malin (pour illustration, les outils de comparaison de prix sur internet). Certaines associations se mobilisent également pour inventer de nouvelles formes de consommation, pas forcément sur un modèle capitaliste de production (exemple du mouvement des AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne).

Deuxièmement, on remarque que les frontières deviennent de plus en plus poreuses entre mode de production et consommation. Un premier élément de réponse concerne l'évolution de la pauvreté qui est aujourd'hui multidimensionnelle. Les indicateurs de richesse se doivent donc de suivre cette évolution et intégrer de nouveaux facteurs. Parallèlement, le débat se porte aussi sur la circulation des marchandises et de la production dans son ensemble. Cette interrogation concerne plus particulièrement la question de la régulation du marché international par l'instauration de taxes financières diverses. Il est intéressant de souligner ici que la capacité de mobilisation du monde du travail l'emporte sur les nouvelles formes de mouvements sociaux de par la présence de synergies entre les divers acteurs (exemple : les syndicats d'un site industriel classé SEVESO ont pris en compte les demandes des riverains tout en assurant des ateliers de communication et de sensibilisation). À noter, également au sujet de la mobilisation du monde du travail, que le développement, quel qu'il soit, ne peut être durable que s'il passe par une protection minimale des employés et la peur du syndicalisme.

Troisièmement, l'enjeu des luttes sociales porte sur de nouvelles thématiques. Bien qu'il faille être vigilant au vocabulaire employé et aux définitions qui s'y rattachent, c'est la remise en question du rôle moteur du marché qui est prépondérante dans les discours. Le marché est incarné et résulte de choix pris par divers acteurs, il peut donc être influencé. L'importance laissée au marché ramène à la réflexion de P. Villeret sur la question de la démesure qui peut être destructrice pour soi mais aussi pour les autres. À l'image des Grecs antiques, il faut lui opposer la tempérance. De même, le moteur des actions peut passer par les valeurs suscitées par l'indignation envers le système actuel et face aux injustices. Face à ce constat, quelles peuvent être les alternatives ? Une première influence évoque l'idée « d'alternative territorialisée » face à la finitude du monde (Victor Serge). On arrive également à celle de transition juste abordée à Cancun.

1. Les syndicats, acteurs majeurs des luttes sociales

1.1 Le point de vue de l'Union interfédérale des transports affiliée à la CGT

La lutte sociale entraîne des rapports de force. Avec la prise de conscience liée à l'écologie, le secteur des transports est devenu de plus en plus stratégique du fait de l'utilisation des énergies fossiles nécessaires à son fonctionnement. La CGT a pris position lors des discussions liés au Grenelle de l'environnement dès juin 2007. L'organisation syndicale a proposé une réorientation globale du système des transports et sa démarche fut également appuyée par des ONG, proposant ainsi une démarche unitaire. Celle-ci consistait entre autres à dénoncer les différents plans FRET SNCF. Cependant, la mise en application des principes évoqués lors du Grenelle ne se réalisent pas. La part du multimodal est négligée, les projets routiers sont traités séparément et la modernisation des réseaux déjà existants est laissée en suspens. De plus, la question du financement d'un tel plan reste encore sans réponse.

À cette immobilité des pouvoirs politiques, les syndicats et les ONG ont décidé de faire cause commune et rassemblent leur pouvoir d'action et de mobilisation citoyenne. Ils ont ainsi pu saisir le conseil national du développement durable sur le sujet en septembre 2010 et prévoient encore des actions en février. La restructuration libérale du secteur public des transports peut aussi rendre plus difficile la coordination des agents de service des transports publics comme a pu le démontrer la crise suite aux intempéries de décembre et janvier dernier. La libéralisation forcée n'est donc pas une solution car elle a entraîné le démantèlement des systèmes de fonctionnement sur le long terme et une réflexion basé uniquement sur le court terme.

La position de l'Union interfédérale des transports CGT est donc bien claire, il faut une remise à plat du système des transports, de son fonctionnement, de son organisation et de ses moyens associés. À ce sujet, quelques parlementaires se sont déjà emparés de la question, de par la crise survenue en décembre. Afin d'assurer une transition viable, il faut impérativement limiter la concurrence intermodale et proposer une véritable politique volontariste, que ce soit dans la planification du réseau de transport que dans la mise en œuvre d'une politique sociale en direction des salariés du secteur, toutes branches confondues.

1.2 L'enjeu au niveau mondial, le point de vue de la TUAC (Commission syndicale consultative)

Les enjeux de la crise actuelle sont multiples et nécessitent des réponses multiples. Cette crise touche le modèle social, environnemental et économique qui n'est plus envisagé sur le long terme du fait de la pression des actionnaires à la recherche de bénéfices rapides. Ceci entraîne une évolution du mouvement syndicaliste qui intègre à présent différentes luttes, dont la question environnementale. En effet, dans les pays en voie de développement, la question sociale passe souvent par la question environnementale et la dégradation du milieu naturel à des fins économiques. Les plus pauvres souffrent donc d'une double peine, à la fois de conditions de travail déplorables et d'un milieu environnemental fortement dégradé ou en dégradation permanente. Cette solidarité entre les luttes n'est toutefois pas toujours partagée et les associations de protection de la nature peinent encore à intégrer la question sociale.

Le point de convergence des luttes peut se résumer de la façon suivante : un travail décent pour tous dans un monde fini et limité. Il s'agit donc d'agir sur l'efficacité afin de créer des opportunités tout en tenant compte des ressources disponibles pour la production. Ces changements structurels énormes ont déjà lieu, mais ils n'intègrent pas systématiquement les travailleurs qui subissent ces transformations. C'est tout l'enjeu de la transition juste ou comment être à l'origine des changements. Cela nécessite des investissements et une ambition de la part des gouvernements et des entreprises afin de mettre en place de nouvelles modalités d'organisation (fiscalité, recherche et développement pour de nouvelles filières). Il s'agit également de réfléchir aux dynamiques locales et à la spatialisation ou à la temporalité des secteurs sinistrés et dynamiques (lieux et moments

différents). En conclusion, les différents débats ayant lieu dans les pays, les partenariats avec les ONG et les associations ainsi que la multiplication des projets concrets prouvent la volonté d'aller de l'avant et de proposer des solutions face à ces mutations du monde du travail et des défis environnementaux et sociaux à relever.

2. La mise en œuvre d'une politique sociale et solidaire au sein de l'entreprise

2.1. L'exemple de la fondation chèque-déjeuner

L'entreprise peut faire le choix d'une politique sociale et solidaire. L'économie sociale représente aujourd'hui dans le monde 10% du PIB pour 8 à 9% des actifs. L'entreprise chèque-déjeuner quand à elle correspond au troisième producteur de services, elle est présente dans 12 pays et correspond à 48 filiales. Son organisation correspond à la réalisation d'une utopie basée sur un mode de développement alternatif créée en 1964 par des syndicalistes. Elle regroupe quatre secteurs d'activité qui en font sa particularité (mutuelle, association, coopérative et fondation). Au niveau du mode de gouvernance, une personne équivaut à une voix pour l'élection du conseil d'administration et du président général. Trois postes sont réservés d'office aux confédérations syndicales. L'échelle des salaires va de 1 à 7. Les salaires les plus bas sont 30 % plus élevés que la moyenne dans les groupes concurrents (Sodexo, Accord). Au niveau des bénéfices réalisés, 45 % des résultats sont partagés entre les salariés de manière égale, 45 % correspondent à l'investissement, 6 % rémunèrent le capital et le reste est reversé à la caisse de solidarité. La convention de l'entreprise qualifie même le syndicalisme de devoir.

En ce qui concerne les actions que l'entreprise peut entreprendre, les stratégies s'élaborent sur le long terme (10 ans) avec comme appui les employés. Trois couches d'action se superposent à savoir, les employés, les entrepreneurs et les syndicalistes, certains diront que cela peut s'apparenter à de la schizophrénie, mais, au contraire, ce choix de gouvernance permet de mettre en place une vision globale. La logique de l'entreprise classique où règnent les rapports de force devient le lieu de la coopération. Cependant, le réseau des SCOP reste encore très limité en France, or il représente un bon moyen de fixer l'ancrage territorial et d'éviter de ce fait la délocalisation.

2.2 Les politiques à l'œuvre en France

Plusieurs leurs politiques sont à observer aujourd'hui. Le premier concerne l'État comme garant de l'intérêt commun. Les nombreux conflits sociaux ayant eu lieu en septembre 2010 et la large mobilisation autour de la question des retraites prouvent que la société civile peut jouer un rôle majeur dans cette garantie. De même, si l'on observe les mouvements sociaux passés, on observe le même refus d'appliquer à tout prix les réformes néolibérales choisies par le gouvernement, que ce soit pour les mouvements interprofessionnels ayant secoué l'Europe lors de la mise en place des plans d'ajustement structurels, le mouvement des enseignants chercheurs refusant le changement de leur méthode de travail ou encore la mobilisation des étudiants contre la loi LRU. Force est de constater que la lutte des classes est également un thème bien actuel, comme le signale le milliardaire Warren Buffet, ce sont les riches qui la gagnent.

Un nouvel acteur est aujourd'hui arrivé dans le débat politique, l'environnement. Cette question du développement durable vient parfois se supplanter à la question sociale. Il faut donc réfléchir à la manière de le mettre en œuvre afin d'éviter un accaparement de la question par les entreprises et les classes dominantes. Ceci est notamment le cas sur le marché des émissions de carbone qui génère des profits pour les acteurs financiers sans forcément être réellement efficient sur la diminution des gaz à effet de serre. Il faut donc s'emparer du débat pour faire évoluer le capitalisme et arriver à un système de coopération, voire de convivialité. À ce sujet, le forum sur la crise automobile ayant eu lieu à Stuttgart est exemplaire. Il a rassemblé syndicalistes allemands et internationaux, écologistes radicaux, chercheurs et universitaires.

3. Thématiques annexes

3.1. Le travail comme constructeur du social

Le travail permet l'organisation du social et si l'on oublie cette thématique, il devient encore plus difficile de penser l'interaction de la dignité du travail et de l'environnement.

Le monde actuel fonctionne sur le modèle du système comme le définit Edgar Morin. Les enjeux sont donc multiples et intégrés, la dynamique démocratique permettrait cette transition tant attendue sur trois enjeux :

- L'éthique (plus globale et intégrée au niveau de l'individuel comme citoyen, du social et de l'anthropologie comme projet d'évolution).
- L'expérimental (les expériences relatées dans les médias, qu'elles soient positives ou négatives).
- L'éducation et l'information (révolution des télécommunications, internet...).

Les alternatives sont possibles. La preuve en est par les initiatives multiples de plus en plus nombreuses comme les AMAP, les monnaies alternatives (sol, monnaie fondante) ou encore la volonté d'éviter les délocalisations ou la fermeture d'entreprise en changeant les statuts en SCOP.

3.2. La réappropriation des concepts

Au delà de construire un projet commun autour de thématiques convergentes, il s'agit de réfléchir sur les concepts car la lutte sociale est avant tout une lutte sur les notions, trop souvent réappropriées par les classes dominantes. Comment mettre en œuvre ces espaces de débat, quelle capacité pour le citoyen et les associations à accueillir cette démocratie ? La diversité des associations présentes permet justement à la réflexion d'évoluer. D'où l'importance pour la société civile de travailler ensemble et de présenter un programme commun, que ce soit pour Rio 2012 ou pour les échéances électorales qui arrivent. La synergie entre le politique et les associations est nécessaire afin de mettre en œuvre le changement.